

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 08/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUN CHEMICAL

20 rue René Fonck
Zone D2A Nantes Atlantique
44860 ST AIGNAN GRANDLIEU

Référence : N2-2022-1086
Code AIOT : 0006301639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2022 dans l'établissement SUN CHEMICAL implanté 20 rue René Fonck Zone D2A Nantes Atlantique 44860 ST AIGNAN GRANDLIEU. L'inspection a été annoncée le 12/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUN CHEMICAL
- 20 rue René Fonck Zone D2A Nantes Atlantique 44860 ST AIGNAN GRANDLIEU
- Code AIOT : 0006301639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUN CHEMICAL est spécialisée dans la fabrication d'encre liquide pour l'héliogravure et la flexographie. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral codifié du 29 mai 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites réservées aux précédentes inspections ;
- les émissions de composés organiques volatils ;
- le stockage de liquides inflammables ;
- le stockage et la manipulation de nitrocellulose ;
- les moyens de secours liés au stockage de nitrocellulose.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2 | Accessibilité aux zones de stockage | Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VIII.2.2. | Susceptible de suites | Sans objet |
| 4 | Emissions de composés organiques volatils | AP Complémentaire du 29/05/2020, article III.2 Titre III | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 8 | Moyens de secours contre les émissions toxiques | AP Complémentaire du 29/05/2020, article VII.2.4 Titre VII | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Matérialisation des zones à risque | Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.1.1. | Susceptible de suites | Sans objet |
| 3 | Emissions de composés organiques volatils | AP Complémentaire du 29/05/2020, article III.2 Titre III | / | Sans objet |
| 5 | Stockages en récipients mobiles de liquides inflammables | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1 | / | Sans objet |
| 6 | Utilisation et stockage de la nitrocellulose | AP Complémentaire du 29/05/2020, article VII.2.1 Titre VII | / | Sans objet |
| 7 | Détection incendie – Local de stockage de la nitrocellulose | AP Complémentaire du 29/05/2020, article VII.4 Titre VII | / | Sans objet |
| 9 | Quantité de nitrocellulose stockée | AP Complémentaire du 29/05/2020, article I.2.1 Titre I | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Matérialisation des zones à risque

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.1.1. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 30 jours |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> |
| Constats : Le 25/11/2021, l'exploitant avait présenté le bon de commande des panneaux d'information. |
| Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence des panneaux de signalisation au niveau du parc à solvants et de la plate-forme extérieure. |
| Poursuivre l'affichage des panneaux au niveau de toutes les zones identifiées dans le plan d'opération interne (stockage nitrocellulose, quais de chargement et déchargement des cellules 1 et 2, etc.). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°2 : Accessibilité aux zones de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VIII.2.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des secours |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 30 jours |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. |
| Constats : Le 25/11/2021, l'inspection avait constaté que l'accès à la plate-forme extérieure par les services d'incendie et de secours était encombré par des stockages de containers vides le long de cette plate-forme. L'exploitant a mis en place 3 passages entre les containers vides pour faciliter l'accès à la plate-forme extérieure. L'inspection des installations classées a constaté la mise en place de ces 3 passages mais ceux-ci ne semblent pas suffisamment larges pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'accéder facilement à la plate-forme. Contacter le service départemental d'incendie et de secours pour valider les conditions d'accès à la plate-forme extérieure. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°3 : Emissions de composés organiques volatils

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article III.2 Titre III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). <u>Conduit n°1 (oxydateur):</u> Poussières totales < 100 mg/Nm ³ COVNM < 50 mg/Nm ³ NOx < 100 mg/Nm ³ CH4 < 50 mg/Nm ³ CO < 100 mg/Nm ³ <u>Conduit n° 2 (cheminée générale):</u> Poussières totales < 100 mg/Nm ³ COVNM < 110 mg/Nm ³ |
| Constats : Par transmission du 18/05/2022, l'exploitant a transmis le rapport des mesures portant sur la qualité des rejets atmosphériques issus des installations. Les résultats sont les suivants : <u>Conduit 1 (oxydateur thermique) :</u> Poussières : 0.020 mg/Nm ³ COVNM : 28 mg/ Nm ³ |

NOx : 36.7 mg/ Nm³

CH4 : 5.3 mg/Nm³

CO : 165 mg/Nm³

Rendement oxydateur : 91.3 %

Conduit 2 (cheminée générale) :

Poussières : 0.018 mg/Nm³

COVNM : 79.4 mg/Nm³

Les résultats montrent que la valeur limite d'émission du CO pour le conduit 1 n'est pas respectée.

Par ailleurs, l'article 27-7a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 stipule : « Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m³ ou 50 mg/m³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 % ».

Le rendement de l'oxydateur thermique a été estimé à 91.3 %, la valeur limite d'émission en COVNM à respecter est de 20 mg/Nm³.

Les rejets atmosphériques issus de l'oxydateur thermiques sont donc non-conformes sur ce paramètre.

L'exploitant a indiqué qu'un réglage de l'oxydateur avait été réalisé suite à ces mesures.

De nouvelles mesures ont été réalisées du 6 au 08/07/2022. Les résultats sont les suivants :

Conduit 1 (oxydateur thermique) :

Poussières : 0.54 mg/Nm³

COVNM : 18.5 mg/ Nm³

NOx : 88.4 mg/ Nm³

CH4 : 0.53 mg/Nm³

CO : 94.2 mg/Nm³

Rendement oxydateur : 96.2 %

Conduit 2 (cheminée générale) :

Poussières : 0.025 mg/Nm³

COVNM : 33.4 mg/Nm³

Les résultats sont conformes sur les paramètres susvisés.

Observations : Le débit mesuré en aval de l'oxydateur (10400 m³/h) est nettement inférieur au débit mesuré en septembre 2021 (15200 m³/h), février 2019 (16300 m³/h) et 2018 (19333 m³/h).

L'exploitant a rappelé que l'oxydateur est surdimensionné pour les flux à traiter. Il a indiqué qu'il n'avait pas obtenu le budget pour s'équiper d'un oxydateur adapté à ses besoins.

Vérifier le fonctionnement de l'oxydateur et étudier les possibilités d'optimisation de ce système (roue de concentration par exemple) ou de remplacement du système de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Emissions de composés organiques volatils

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article III.2 Titre III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions totales (canalisées et diffuses) respecte les dispositions suivantes : si la production d'encre et vernis, exprimée en tonnes, est comprise entre 0 et 9 000 tonnes par an incluses : $E_{\text{totales}} = 11,1 \cdot 10^{-3} \times T_{\text{produits finis}}$ E_{totales} : émissions canalisées et diffuses en COV exprimée en tonnes/an $T_{\text{produits finis}}$: quantité de produits finis (peintures, vernis, ect.) fabriquées par la société en tonnes/an Si la production d'encre et vernis est supérieure à 9 000 tonnes/an, les émissions totales de COV seront au maximum de 100 tonnes par an. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 3 % de la quantité de solvants utilisée. Le flux des émissions diffuses ne comprend pas les solvants vendus avec les préparations dans un récipient fermé hermétiquement. Cette disposition ne s'applique pas si les émissions totales (diffuses et canalisées) de COV sont inférieures ou égales à 3 % de la quantité de solvants utilisée. |
| Constats : Par transmission du 13 octobre 2022, l'exploitant a transmis le plan de gestion au titre de l'année 2021. Les émissions totales de COV ont été estimées à 89.4 tonnes. Les émissions diffuses représentent 0.7% de la quantité de solvants organiques utilisée. Toutefois, les données utilisées pour la réalisation du plan de gestion des solvants doivent être corrigées : <ul style="list-style-type: none">- les résultats des mesures portant sur les rejets atmosphériques réalisées en 2022 ont été utilisés pour le calcul des émissions canalisées de 2021. Il n'est pas possible d'utiliser des résultats de 2022 pour établir un bilan des émissions de 2021. Utiliser les résultats des mesures de janvier 2021 et de septembre 2021 pour le calcul de O1 ;- les valeurs mentionnées pour les quantités de solvants organiques contenus dans les préparations récupérées et réutilisées à l'entrée de l'unité de régénération interne doivent être vérifiées (I2). Pour rappel, en 2020, la quantité de préparations récupérées étaient de 185 tonnes ce qui représentaient 149.8t de solvants (quantités récupérées < 100 % solvants) ;- en O8, seule la régénération hors site est à comptabiliser. Transmettre à l'inspection le plan de gestion des solvants corrigé. Mettre en place un plan d'actions si les émissions totales sont supérieures à 100 t au titre de l'année 2021. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°5 : Stockages en récipients mobiles de liquides inflammables

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, stockages en récipients mobiles de liquides inflammables |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites " rubriques liquides inflammables " ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles. Constats : Par courrier du 21/12/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son analyse vis-à-vis de l'applicabilité des textes relatifs aux liquides inflammables (AM du 03/10/2010 et du 24/09/2020). L'exploitant indique stocker 48 tonnes de substances ou du mélanges dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 en contenant fusibles et 880 tonnes au total de ces produits. Selon le logigramme issu du guide relatif aux stockages de liquides inflammables établi par le ministère en charge de l'environnement, l'exploitant conclut que l'établissement n'est pas soumis aux dispositions des arrêtés ministériels du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et du 24/09/2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Initialement, le stockage de liquides inflammables était soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant était donc soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432. Suite à la parution du décret n°2014-285 du 03/03/2014 modifiant la nomenclature des installations classées, le stockage de liquides inflammables relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331. Suite à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les prescriptions applicables à l'établissement étaient : <ul style="list-style-type: none">• l'arrêté ministériel du 01/06/2015 susvisé en considérant les installations comme existantes ;• l'arrêté ministériel du 03/10/2010 susvisé car les prescriptions antérieurement applicables à l'établissement restent applicables. Par ailleurs, l'exploitant a choisi, en matière de lutte contre l'incendie, de respecter les dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. |

| |
|--|
| <p>Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 susvisé et à la modification de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 susvisé, les dispositions applicables à l'établissement sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté ministériel du 01/06/2015 en considérant les installations comme existantes (art. 1-I) et notamment les annexes IX-II et XI ; • l'arrêté ministériel du 03/10/2010 car antérieurement applicable et notamment les articles 43 à 50 et l'annexe 7. |
| <p>Etablir un état de conformité des installations vis-à-vis des dispositions réglementaires susvisées.</p> |
| <p>Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 sont également applicables aux liquides et solides liquéfiables combustibles présents au sein des installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il convient de faire apparaître ces produits dans l'état des stocks ; - les échéances de mise en conformité des stockages de liquides inflammables vis-à-vis des dispositions réglementaires susvisés. |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N°6 : Utilisation et stockage de la nitrocellulose

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article VII.2.1 Titre VII |
| Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation et stockage de la nitrocellulose |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant stocke et utilise exclusivement de la nitrocellulose mouillée sur de l'alcool. La nitrocellulose stockée et utilisée ne doit pas être identifiée comme un explosif selon la réglementation en vigueur.</p> <p>L'exploitant respecte à minima les procédures spécifiques à la manipulation et au stockage de nitrocellulose suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le stockage est exclusivement réalisé dans un bunker dédié à la nitrocellulose ;- le bunker est maintenu fermé à clé sauf lors des opérations d'approvisionnement et des prélèvements pour la fabrication ;- les lots livrés sont consommés dans les 6 mois suivants la livraison ;- la nitrocellulose est conditionnée en multiples emballages unitaires. Un conditionnement ouvert doit être intégralement consommé. Aucune ouverture d'emballage unitaire ne doit avoir lieu dans le bunker de stockage. |
| <p>Constats : L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">- les fiches de données sécurité des différents types de nitrocellulose utilisés ;- les procédures relatives au stockage et à la manipulation de la nitrocellulose. <p>La nitrocellulose est livrée dans des sachets plastiques fermés placés dans des fûts cartons eux-mêmes cerclés pour maintenir le produit à l'abri du soleil et empêcher sa dégradation. Ces fûts sont placés dans un bunker fermé à clé. La clé est à disposition des chefs d'équipes de production. Le directeur de production possède également une clé.</p> <p>Pour maîtriser la rotation du stock, un système de pastilles de couleurs est mis en place. A l'arrivée de chaque chargement de nitrocellulose, l'opérateur appose sur chaque fût carton une pastille de couleur selon le trimestre. Les stocks récents sont placés vers le fond du bunker pour laisser les stocks plus anciens accessibles.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la nitrocellulose était livrée 2 à 3 fois par semaine.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la mise en place du système de pastilles de couleurs. Aucun fût n'est présent depuis plus de 6 mois. Tous les fûts de nitrocellulose étaient fermés. Les règles de stockage sont affichées dans le local.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°7 : Détection incendie – Local de stockage de la nitrocellulose

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article VII.4 Titre VII |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie – Local de stockage de la nitrocellulose |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le local de stockage de nitrocellulose dispose d'une détection incendie avec un déclenchement manuel et automatique, et d'un dispositif d'extinction de type sprinklage par déluge. Cette détection est reliée à une alarme et reportée à un poste de surveillance. Ce local est maintenu fermé à clé et son accès est réservé aux seules personnes habilitées dont la liste est tenue à jour et consultable à tout moment. Ce local est exclusivement réservé au stockage de nitrocellulose. |
| Constats : Le local de nitrocellulose dispose de 4 détecteurs incendie et est équipé d'un poste déluge. L'alarme est reliée à une société de télésurveillance. Les détecteurs incendie sont contrôlés annuellement. L'inspection des installations classées a constaté que le local est exclusivement réservé au stockage de nitrocellulose. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°8 : Moyens de secours contre les émissions toxiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article VII.2.4 Titre VII |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre les émissions toxiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant met à disposition du personnel travaillant dans l'établissement et susceptible d'intervenir en cas de sinistre : - des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum deux) adaptés aux risques présentés par les vapeurs nitreuses de décomposition de la nitrocellulose ; - des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par les vapeurs nitreuses de la nitrocellulose et doivent être conservés à proximité du local de stockage et ateliers d'utilisation ; - des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués.</p> <p>L'ensemble de ces équipements de protection est suffisamment éloigné du local de stockage, accessible en toute circonstance et situé à proximité des postes de travail. Ces matériels sont maintenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés et à l'abri des intempéries.</p> <p>Une formation spécifique est assurée à l'ensemble du personnel du site. Cette formation comporte notamment des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement.</p> <p>Constats : L'établissement dispose de 4 appareils respiratoires isolants (ARI), de vêtements adaptés aux risques et de masques à cartouches.</p> <p>Ces équipements sont à disposition dans le local pompiers.</p> <p>Les ARI sont contrôlés annuellement. Les cartouches des masques sont changées tous les 2 mois.</p> <p>L'équipe de seconde intervention est formée à l'utilisation des ARI.</p> <p>Assurer une formation spécifique à l'ensemble du personnel sur les risques liés à la nitrocellulose et sur les moyens de protection et d'intervention affectés à l'établissement.</p> <p>Réaliser des exercices POI spécifiques sur la nitrocellulose.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°9 : Quantité de nitrocellulose stockée

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article I.2.1 Titre I |
| Thème(s) : Situation administrative, Quantité de nitrocellulose stockée |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : La quantité de nitrocellulose stockée est inférieure à 30 tonnes.</p> <p>Constats : Le jour de l'inspection, le stock de nitrocellulose était de 28 tonnes.</p> <p>L'exploitant a présenté son système de gestion des stocks de nitrocellulose basé sur les dates de livraison et les fabrications programmées.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |